

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en

ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine

Les dossiers

N° 287 du 08.12

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mon blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse :http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" :

<http://www.palestinefr.net/jop.php>.

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire :

1 Dossier

1-1 Point de vue de Silvia Cattori / GAZA : Les manœuvres de déstabilisation contre un peuple emprisonné continuent.

1-2 Entretien avec Adel Samara : La démoralisation du Peuple palestinien est un préalable à la liquidation de ses droits".

1-3 Point de vue de Michel Warschawski : Israël / Palestine - Annapolis : Ce n'est pas une réunion de paix, mais un conseil de guerre.

1-4 Point de vue de Dan Williams : Abbas, Olmert et Bush n'ont pas, a priori, le bon profil pour réussir le processus de paix.

1-5 Point de vue de Kathleen et Bill Christison : Fiction contre réalité en Palestine/Israël.

1-6 Point de vue de Sayyed Khameneï : Les Etats-Unis essayent de sauver Israël.

1-7 Point de vue de Patrick Worsnip : Retrait du projet de résolution US sur le Proche-Orient.

1-8 Point de vue de Shraga Blum : Quand les anarchistes disjonctent...

2 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

2-1 Palestine-Israël : Un pays, un Etat.

2-2 Paul Hilder : Aidez-nous à faire la paix au Moyen Orient.

2-3 Moyen-Orient : le Secrétaire général souhaite nommer Robert H. Serry au poste de Coordonnateur spécial.

3 Annexe **Géopolitique et stratégie**

3-1 Adhane " adieu état « juif ».

3-2 Gilad Atzmon : La politique de l'antisémitisme : le sionisme, le Bund et la politique identitaire juive.

1 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 Point de vue de Silvia Cattori / GAZA : Les manœuvres de déstabilisation contre un peuple emprisonné continuent.

Qui sont les responsables des sept morts et une centaine de blessés* lors du grand rassemblement de gens venus manifester leur attachement sincère à la mémoire de Yasser Arafat pour le troisième anniversaire de sa mort ?

Les Palestiniens de Gaza, déjà victimes innocentes du terrible blocus que leur impose Israël, ne sont-ils pas également victimes d'une « *stratégie de la tension* », pris en otage par ces autorités palestiniennes qui collaborent avec l'occupant ?

Que s'est-il réellement passé à Gaza en ce 12 novembre ?

Pour le président Abbas, et Mohammed Dahlan - l'homme soutenu par le Mossad et la CIA qui incarne plus que tout autre la corruption et la violence - ces morts et blessés sont des « *crimes haineux* » commis par le Hamas, qui voulait selon eux « *empêcher les manifestants de se rendre à ce rassemblement* ».

Les médias en général, cela n'est pas surprenant, ont répété sans examen la version officielle du Fatah.

De notre enquête, auprès de témoins qui ne se situent ni dans un camp ni dans l'autre et demandent à rester dans l'anonymat pour des raisons compréhensibles, il ressort que ce ne sont pas les policiers du Hamas qui ont été à l'origine des incidents qui ont causé tant de victimes. Ce sont les tirs de membres armés du Fatah, qui ont d'abord tué trois membres de la Force exécutive du Hamas, parmi eux un officier qui a reçu une balle en pleine tête.

Premièrement. Les policiers du Hamas chargés d'assurer la sécurité de la population de Gaza avaient été informés que des membres armés du Fatah se préparaient à créer des troubles. Ils ont mis en place des postes de contrôle pour avoir un œil sur les gens armés. Ils n'auraient à aucun moment empêché la foule de se rendre à Gaza ville.

Deuxièmement. Il y avait parmi les manifestants des provocateurs armés. Les premiers tirs, en direction des policiers du Hamas, sont partis de l'arme d'un membre du Fatah posté sur le toit de l'université de *Al-Azhar*. Des affrontements entre les deux camps ont alors éclaté. Des policiers du Hamas, assaillis par des tirs et des jets de pierres, insultés aux cris de « *Shia* » (ce qui veut dire chiites, alors qu'ils sont sunnites, et aussi dire « *vendus à l'Iran* », ce qui est également faux) ont riposté.

Troisièmement. Il n'y avait pas « *plus d'un million de manifestants* » comme les médias officiels de M. Abbas l'affirment. Il y avait 100'000 à 200'000 personnes au plus ; ce qui est déjà un chiffre énorme.

La version selon laquelle ce sont des provocateurs affiliés au Fatah qui ont fomenté ces incidents et entraîné mort d'hommes, dans l'unique but de créer des troubles pour discréditer et affaiblir les autorités du Hamas, semble être plausible.

Pourquoi incriminer systématiquement les gens du Hamas - des gens qui voudraient aider leur peuple à sortir de l'enfer mais ne le peuvent pas car le monde les prive de tous moyens – si ce n'est pour les acculer à la reddition ?

Ne devrions-nous pas d'abord blâmer les autorités de Ramallah, dirigées par M. Abbas, qui s'associent à l'occupant pour durcir les conditions de vie des habitants de Gaza emprisonnés par Israël ?

Cela n'est pas un secret. Depuis l'installation de leur gouvernement, les autorités du Hamas ont dû faire face à des actes de sabotages organisés par les services secrets du *Mossad* et de la *CIA* et réalisés grâce à la collaboration de Mohammed Dahlan et de ses escadrons de la mort.

Depuis la mise en déroute de Dahlan, ce sont les services secrets de M. Abbas, dirigés par M. Terawi, en relation étroite avec les services israéliens du *Shin Beth*, qui se chargent de mettre en œuvre la « *stratégie de la tension* », c'est-à-dire, créer des incidents, des actes de sabotages criminels, destinés à en finir avec les autorités du Hamas.

Les mots scandés « *Chiites assassins* » ne sont pas des cris spontanés. Ce slogan a été imaginé, et utilisé maintes fois ces derniers mois, par des gens du Fatah. Ce slogan, qui vise à dresser l'une contre l'autre deux appartenances religieuses, ne fait que reprendre la propagande d'Israël.

L'Iran est depuis quelques années le pays qu'Israël veut voir écrasé comme l'Irak. Dire « *Shia* », c'est la pire des insultes à Gaza où la résistance musulmane incarne la dignité de ce peuple qui ne se soumet pas.

Dire « *Shia* » c'est dire « *Iraniens* ». Or les Palestiniens se battent pour leur nation et rien d'autre. Toute personne sensée sait parfaitement que le Hamas est un mouvement de la résistance palestinienne qui ne dépend de personne.

Abbas et ses amis au pouvoir en Israël cherchent à introduire une fracture fondée sur quelque chose qui n'a jamais existé auparavant. Cet usage de la religion à des fins politiques pour tenter de diviser les citoyens Arabes et les jeter les uns contre les autres, l'Irak en est un exemple parlant.

Vouloir faire croire que le Hamas, qui est un mouvement national, est une organisation « *vendue, qui ne fait qu'un avec l'Iran* » est ahurissant !

Cette propagande peut, toutefois, dans une certaine mesure, avoir une prise sur des gens peu cultivés ou très affaiblis par les difficultés dues au blocus, qui n'en peuvent plus, qui ont perdu tout espoir en l'humain et toute maîtrise de leur destin.

Devant cette foule immense qui a déferlé sur la ville de Gaza le 12 novembre, le Fatah a crié victoire. De quelle victoire s'agit-il ?

De la victoire du fort sur le faible. De la manipulation de gens sans défense par des pouvoirs étatiques censés les protéger.

C'était en effet surprenant de voir autant de Palestiniens se rassembler sous le drapeau de ceux qui se sont aujourd'hui associés à Israël pour rendre la vie de la population de Gaza encore plus dure qu'elle n'était. Avaient-ils oublié que leurs représentants auprès de l'ONU avaient bloqué une résolution du Conseil de sécurité qui voulait alléger leurs souffrances ?

Il convient d'interpréter correctement ce qui se trame au sujet de Gaza.

Gaza va devoir continuer de souffrir et d'expié, après tout ce qu'on lui a déjà fait subir d'horreur, aussi longtemps qu'elle ne s'avouera pas vaincue.

Qui sont ces gens qui ont suivi les mots d'ordre du Fatah au pouvoir à Ramallah ?

Ce ne sont pas, comme par le passé, des gens motivés par un idéal commun qui sont descendus dans la rue le 12 novembre.

Ce sont des gens désespérés, en majorité motivés par la faim, motivés par la peur, par les difficultés écrasantes, qui ont massivement pris le chemin de ce rassemblement. Des gens épuisés, découragés, rongés par la peur des avions israéliens et la peur du lendemain.

Ce sont des gens qui aspirent à une vie décente, que les dirigeants du Fatah ont incité à crier des slogans comme « *Shia* » qui n'ont aucun rapport avec leur réalité, alors que tout dans leur quotidien crie misère.

Il y avait parmi eux des dizaines de milliers d'employés qui ont continué de recevoir leur salaire de la part du Fatah pour avoir renoncé, en juin 2007, de travailler avec les autorités élues du Hamas. Ce renoncement, contre un salaire qui tombe chaque mois, a été interprété par les gens du Fatah, comme une allégeance à leur parti. [1] Voilà quelques extraits des témoignages que nous avons recueillis.

« *La majorité de ces gens qui reçoivent un salaire du Fatah (salaires pris sur les financements de l'Union européenne) se sentent obligés d'aller manifester s'ils ne veulent pas que le salaire que ce parti leur verse, en remerciement de leur allégeance, soit coupé. Ils n'ont pas envie de finir comme la plupart d'entre nous, qui sont devenus des fantômes en quelques mois, et ne sont plus en mesure d'offrir une vie décente à leurs enfants* »

« *On a perdu le sens de l'humain. On ne se sent plus comme des gens normaux. On se fait peur. C'est quelque chose de très douloureux de voir que nous sommes devenus ce qu'Israël a voulu que l'on soit : déshumanisés. Je ne sais pas si vous pouvez comprendre vraiment ce que cela veut dire* »

« *Normalement, autrefois, quand les gens allaient manifester, c'était pour montrer leur opposition aux occupants, aux oppresseurs. Aujourd'hui, nous allons manifester pour que nos bourreaux, qui étranglent Gaza et nous affament, nous récompensent pour notre trahison. On a perdu toute notre dignité, parce qu'on a trop peur de demain, parce qu'on a trop peur de finir comme notre voisin qui, lui, s'est vu couper son salaire* »

« *Les gens qui comptent des malades parmi les leurs, que le manque de médicaments condamnent à une mort certaine, se sentent vraiment perdus. Si on ouvre la frontière de Rafah, je suis persuadé que les gens vont se précipiter comme un troupeau, pour s'enfuir hors de cette prison horrible* »

« *Je suis persuadé que, si les gens avaient une vie digne, une vie qui leur permettait d'avoir un salaire, sans être soumis à des conditions, ils ne seraient jamais allés en masse à ce cortège organisé par le Fatah. Jamais le Fatah n'aurait pu dire que c'est l'expression « d'un plébiscite ». Ces gens ont rallié le Fatah car le Fatah leur assure un salaire, une protection. Moi je ne suis ni du Fatah ni du Hamas ; je ne reçois rien de personne. Combien de temps pourrais-je continuer de ne pas tendre ma main au Fatah ?* »

« *Je suis persuadé que si le Hamas avait de quoi offrir un peu d'argent aux gens qui sont dans la misère la plus crue, si le Hamas avait pu leur donner du travail, ces gens n'auraient pas perdu leur dignité et le Fatah n'aurait jamais eu aucun soutien. Les gens ont déjà trop souffert des gens du Fatah. Le soutien que vous avez vu aujourd'hui ne va pas durer. Les gens en ont assez de se voir pris au piège de ce parti Fatah, de se sentir leurs otages, sous leur chantage* »

« *On va devoir continuer de s'enfoncer dans l'horreur. Après la mascarade d'Annapolis, M. Ehud Barack va sans doute nous attaquer avec le soutien de M. Abbas* »

« *Mon cœur se déchire quand je vois mon voisin qui a dix enfants, une femme malade. Mon cœur saigne quand je le vois marcher dans la rue. On dirait qu'il porte des montagnes sur ses épaules. Mon cœur pleure quand je*

croise ces gens hier fiers, forts, indomptables, qui prennent de plus en plus des allures de fantômes. Et je me dis que, s'il n'y a pas un miracle, ces gens sont définitivement perdus »

Et les enfants, là au milieu, qui constituent la moitié de la population de Gaza, qui vivent dans ces familles écrasées par la pauvreté, qui s'en soucie ?

« Ils se rendent compte de ce qui se passe. Ils sentent qu'il y a quelque chose qui n'est pas normal. Mais ils ne peuvent pas savoir ce qui les attend d'encore plus déroutant. On éprouve une grande peine pour les enfants ; leur avenir est très sombre, les jeunes étudient, terminent leur études et ensuite ils sont au chômage et ils souffrent de ne pouvoir aider leurs familles »

Pourquoi, au-dehors, dans nos pays européens, acceptons-nous ce chantage « de la faim » exercé sur une population exsangue et qui subit les affres de l'occupation militaire la plus impitoyable ?

Cela est-il acceptable ?

Il est facile de conduire à perdre toute dignité des gens que les mesures de boycott ont détruits, qui n'ont pas un « shequel » (monnaie israélienne) en poche et ne savent plus comment nourrir leurs enfants, les habiller, payer leurs loyers, les factures de gaz et d'électricité.

Il est facile de les pousser insensiblement, à se battre entre eux comme des rats, pour un morceau de pain, pour échapper à la catastrophe qu'on organise le plus cyniquement du monde.

Ces gens sont désespérés. Et, dans leur désespoir, ils ne peuvent pas comprendre comment il est possible que l'humanité puisse rester sans réagir et les abandonner de la sorte

Silvia Cattori

* le nombre des blessés varie : certains ont parlé de 70, d'autres, 80, d'autres 130

[1] 40'000 personnes ont refusé de se plier aux ordres d'Abbas, à cet humiliant chantage de devoir boycotter le Hamas. Abbas les a punies en coupant leurs salaires en juin 2007

1-2 Entretien avec Adel Samara : La démoralisation du Peuple palestinien est un préalable à la liquidation de ses droits".

par Pauline Salingue.

[Je pense que tous ceux, tous les groupes qui veulent affirmer leur solidarité avec les Palestiniens, mais qui préconisent la solution des deux Etats, acceptent la politique israélienne et font une sorte de charité, ce n'est pas de la solidarité. La solidarité doit considérer qu'Israël occupe toute la Palestine et que le Peuple palestinien a le droit au retour. Si on veut être politiquement solidaire et aider le Peuple palestinien, c'est la seule approche possible. Toute autre approche est inutile et, en définitive, n'est qu'un soutien masqué à Israël ou un soutien à l'Autorité palestinienne, les deux étant contre les intérêts du Peuple palestinien. Les Palestiniens radicaux doivent dire aux militants de la solidarité : écoutez, le conflit ne sera jamais résolu tant qu'il n'y aura pas un Etat pour les deux peuples et Israël devra s'y résoudre.]

14 novembre 2007.

Adel Samara est un économiste et écrivain palestinien. Il vit à Ramallah. Il est journaliste au quotidien [AlarabOnline](#) et directeur du Centre oriental pour les études culturelles. Il dirige également la revue palestinienne trimestrielle Kana'an. Il a publié de nombreux livres traitant de la question palestinienne, malheureusement pas traduits en Français à ce jour. En novembre 1999, il fut l'un des 20 signataires d'un appel dénonçant la corruption, le manque de démocratie et les trahisons de l'Autorité Palestinienne. Cela lui a valu d'être arrêté par la police palestinienne à l'époque.

EXTRAIT – Entretien complet – voir pièce jointe

Pauline Salingue : [Quelle est ton analyse de la prochaine conférence d'Annapolis ?](#)

Adel Samara : Je pense que la prochaine réunion [au sommet à Annapolis](#) est davantage une initiative de relation publique qu'une initiative politique pour prendre des décisions ou pour mener des négociations sérieuses entre Israéliens et Palestiniens. En dépit de cela, les Israéliens font tout pour annuler ou pour dépouiller le plus possible les Palestiniens.

Les Palestiniens ne retireront rien de cette rencontre parce qu'ils sont divisés et aux prises avec un affrontement interne.

Le front arabe est en piteux état et la plupart des régimes arabes sont favorables à la normalisation des relations avec le régime sioniste.

Il en est de même au niveau international et il est clair que cette politique sera maintenue.

Maintenant la France s'aligne sur la Grande Bretagne dans le soutien au gouvernement des Etats Unis et même pour la Russie, dont la politique ne semble pas encore clairement fixée, nous ne savons pas ce que sera son attitude.

Je pense qu'Israël retirera quelque chose de cette rencontre, tout au moins un nouveau groupe de régimes arabes normalisera les relations avec Israël et le reconnaîtra.

C'est le dénouement cherché par Israël, étape par étape : développer et renforcer ses relations avec les classes dirigeantes arabes et limiter son obligation de donner quoi que ce soit aux Palestiniens. Israël a toujours rêvé de pouvoir négocier avec les régimes arabes sans rien donner aux Palestiniens.

Comme chacun le sait maintenant, les Américains vont être confrontés à un désastre en Irak. Aussi veulent-ils faire quelque chose pour gagner le soutien d'autres régimes arabes à leur politique en Irak.

Tous les Etats qui participeront à cette conférence vont montrer, ou vont prétendre, que les USA veulent donner quelque chose aux Palestiniens et qu'il faut donc soutenir l'occupation américaine de l'Irak. Peut-être qu'après cela il y aura un début de retrait des Américains d'Irak, remplacés par des troupes arabes ou de pays islamiques pour poursuivre la division et la partition de l'Irak. Je pense vraiment que cette conférence n'apportera que des choses très négatives.

Ce n'est pas parce que l'Autorité palestinienne est faible qu'elle est prête à discuter et à se soumettre. C'est parce que ce groupe de personnes et le gouvernement actuel représentent le plus grand danger pour les Palestiniens depuis Oslo.

Depuis les accords d'Oslo, jusqu'aux deux dernières années, c'est le Fatah qui exerçait le rôle d'Autorité d'autonomie, dans les conditions fixées par Israël, en Cisjordanie et à Gaza. **Aujourd'hui ce n'est pas le Fatah qui dirige en Cisjordanie.** Peut-être que c'est le Hamas à Gaza, mais en Cisjordanie ce n'est pas le Fatah.

Ceux qui dirigent en Cisjordanie, **ce sont les capitalistes palestiniens.** Le gouvernement constitue un courant dans la vie politique palestinienne. Le Premier ministre, Salam Fayyad, est à la fois palestinien et l'homme du FMI. Certains, qui appartenaient à la Gauche, sont devenus tout bonnement des traîtres. D'autres viennent des ONG. Tous ces gens sont les capitalistes réels de Cisjordanie. C'est une nouvelle alliance. Les USA voulaient donner le pouvoir à ces gens depuis Oslo. Mais ce groupe n'a jamais réussi à conquérir une base populaire forte. [1] Ils n'ont pas de parti, ils n'ont jamais participé à la lutte armée, ce sont des politiciens qui n'ont aucun enracinement populaire.

Aujourd'hui ils chevauchent le Fatah car ce parti est actuellement l'instrument qui porte le nouveau régime, le nouveau gouvernement. Un autre aspect du problème est le suivant : **qui maîtrise les ressources financières ?** Ce régime a la possibilité de dire : regardez, nous avons l'argent, si vous êtes contre nous, il n'y aura pas de salaires ! C'est pour ça que je crois que ce gouvernement est le plus dangereux depuis Oslo, parce qu'il repose sur le secteur privé, les gens du FMI, certaines ONG etc.

Pauline Salingue est militante politique, co-réalisatrice du film « SAMIDOUN, nos racines sont toujours vivantes » ([samidoun194@yahoo.fr...](mailto:samidoun194@yahoo.fr)), actuellement présente en Palestine depuis 6 semaines.

1-3 Point de vue de Michel Warschawski : Israël / Palestine - Annapolis : Ce n'est pas une réunion de paix, mais un conseil de guerre.

Pour comprendre ce qu'aborde une conférence, on pense habituellement que la question à poser est « qui participe ? ». Toutefois, je crois que la véritable question doit toujours être : « qui n'est pas invité ? ».

Une rencontre de paix afin de traiter du conflit israélo-palestinien dans lequel on n'invite pas le Hamas n'est pas une réunion de paix, mais bien un conseil de guerre contre, entre autres, le Hamas et une partie substantielle de la population palestinienne de Cisjordanie et de Gaza qui a élu majoritairement ce parti au Conseil législatif palestinien.

Le contexte stratégique de la conférence d'Annapolis est tracé par la stratégie néo-conservatrice de « guerre préventive » globale et sans fin contre la « menace islamiste » que les fondamentalistes chrétiens de droite des Etats-Unis ont élaboré. Une stratégie que les conseillers du président Bush appellent entre eux simplement et sans euphémismes, « la guerre contre l'Islam ».

Le Hamas ne constitue ainsi qu'un des objectifs auquel il faut ajouter l'Iran, le Hezbollah au Liban et probablement la Syrie, bien que le régime syrien est laïque et l'un de ceux qui ont le plus massacré d'islamistes dans tous les Etats du Proche-Orient. Mais qu'es-ce que cela change ? Pour les néo-conservateurs qui continuent à conseiller Bush, tous les Arabes sont des musulmans et tous les ennemis de Washington sont les objectifs d'une croisade destinée à défendre la « civilisation judéo-chrétienne contre la menace de l'Islam », y compris si les noms de ces ennemis sont Hugo Chavez ou Evo Morales.

Lors de sa récente visite au Proche-Orient, la Secrétaire d'Etat Condoleezza Rice en a profité pour organiser et préparer les troupes pour la guerre qui s'annonce, elle a distribué les dollars aux Etats mercenaires, menacé les récalcitrants et donné ses instructions au gouvernement israélien. Le « front des Etats modérés », comme on appelle sans honte les serviteurs de Washington, se prépare à la guerre et la conférence d'Annapolis **n'est qu'un des premiers jalons.**

Cependant, un élément majeur semble absent des préparatifs US : quel sera la réaction iranienne et les coûts, tant humains que matériels, d'une telle guerre ? Téhéran n'est pas Gaza et l'Iran dispose de moyens lui permettant de répondre à une agression israélo-US. Les habitants de Tel Aviv pourraient bien être ceux qui payeront un prix très élevé pour les plans lunatique de George W. Bush. Ce qui, à vrai dire, ne le préoccupe guère.

La dernière déclaration du fou de la Maison Blanche donne froid dans le dos : il met en garde contre « une IIIe guerre mondiale » ! « Mettre en garde » est une expression néo-conservatrice qui signifie en réalité « menacer ». Bref, immergé dans un état de démence absolue, Bush menace de commencer une guerre nucléaire au Proche-Orient qui pourrait facilement s'étendre au reste du monde.

Avec un cynisme total, les néo-conservateurs présentent cette guerre comme un conflit « pour défendre les Juifs ». Autrement dit, les Juifs servent de prétexte et de première ligne pour une nouvelle croisade dirigée par des chrétiens fondamentalistes « en défense de la civilisation judéo-chrétienne »...

Non merci ! Nous, les Juifs, nous devrions payer deux fois un prix très élevé pour cette guerre : en premier lieu en tant que bataillon avancé des « croisés » et en second lieu en tant que victimes expiatoires lorsque la guerre sera un échec. Car il ne fait aucun doute que lorsque cette aventure belliqueuse s'achèvera dans un sanglant fiasco, les mêmes dirigeants qui utilisent les Juifs comme prétexte les accuseront de leur échec ! Il n'est pas nécessaire d'être un prophète pour prédire que les fondamentalistes chrétiens qui entourent Bush et impulsent le « choc des civilisations » - des supers sionistes qui sont à la fois profondément antisémites - rendront les Juifs coupables de la crise à laquelle leur sainte croisade contre l'Islam amènera le monde occidental.

Une voix haute et claire en Israël et dans la planète entière doit se faire entendre afin de dire « Pas en notre nom ! N'utilisez pas les Juifs comme prétexte pour votre agression impérialiste ! ». Malheureusement, à Annapolis, les deux Ehuds, Olmert et Barak, feront exactement le contraire et joueront le jeu de la propagande des pires antisémites de notre ère, ceux qui sont prêts à utiliser les Juifs comme prétexte et principal instrument pour une IIIe guerre mondiale.

Que Dieu ou n'importe quoi qui puisse arrêter cette folie nous aide.

Michel Warschawski.

5 novembre 2007

Michel Warschawski est un militant israélien anti-sioniste et anti-impérialiste de longue date. Il est co-fondateur de l'Alternative Information Center de Jérusalem dont il est actuellement co-directeur. (www.alternativenews.org)

LCR Belgique, dimanche, 28 octobre 2007.

Publié sur Alternative Information Center de Jérusalem www.alternativenews.org

Traduction : LCR Belgique -Web www.lcr-lagauche.be

1-4 Point de vue de Dan Williams : Abbas, Olmert et Bush n'ont pas, a priori, le bon profil pour réussir le processus de paix.

Mon premier a vu son territoire amputé;

Mon deuxième dépend pour sa survie des "faucons" membres de sa coalition hétéroclite; Mon troisième, à un peu plus d'un an de la fin de son mandat, est embourbé dans l'aventure irakienne.

Mahmoud Abbas, Ehud Olmert et George Bush n'ont pas, a priori, le bon profil pour réussir la relance du processus de paix au Proche-Orient.

Les doutes sont si profonds sur les perspectives de la rencontre organisée le 27 novembre à Annapolis, dans le Maryland, que les principaux participants ne s'accordent même pas sur son appellation.

Le président palestinien Abbas, soucieux d'afficher sa légitimité depuis que le Hamas a évincé le Fatah de la bande de Gaza, parle de conférence internationale.

Le Premier ministre israélien Olmert, trop faible pour risquer de susciter l'espoir d'une percée, préfère la qualifier de "réunion".

Et en dépit de l'invitation à Annapolis de nombre de pays arabes, les espoirs de Bush de voir les protagonistes aboutir à un accord au cours des quatorze mois qu'il lui reste à passer à la Maison blanche sont limités.

"L'histoire d'Annapolis et une histoire d'impuissance et d'incapacité, avant même que les discussions aient commencé", estime le politologue israélien Immanuel Rosen.

Le quotidien israélien "Haaretz" a caricaturé Bush, Olmert et Abbas en "canards boiteux" marchant en file indienne.

Pour Ahmed Youssef, stratège du Hamas, les trois hommes sont "paralysés, avec suffisamment de problèmes pour les condamner tous à l'échec".

La secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice a balayé les critiques de personnalités arabes qui ne voyaient dans Annapolis qu'une occasion de faire des photos en assurant que l'administration Bush à mieux à faire.

Olmert affirme de son côté que la réunion lancera des négociations israélo-palestiniennes sérieuses.

Israël et les Palestiniens ont accepté de réexaminer la "feuille de route" pour la paix de 2003, qui exige le démantèlement du Hamas et d'autres groupes d'activistes.

Abbas n'a guère les moyens d'y parvenir dans la bande de Gaza, dont ses forces ont été expulsées en juin.

Un rapport du centre de recherche International Crisis Group (ICG) souligne que, sur deux plans, l'initiative américaine à Annapolis paraît plus prometteuse que les efforts du paix du président Bill Clinton, en 2000 à Camp David.

D'abord, il reste à Bush deux fois plus de temps à la Maison blanche qu'il n'en restait à Clinton.

Ensuite, Olmert et Abbas partagent un "besoin désespéré de succès" et un "lien personnel" qui n'existait pas entre leurs prédécesseurs, Ehud Barak et Yasser Arafat.

Cependant, conclut ce groupe de réflexion: "Jusqu'ici, Olmert et Abbas paraissent avoir rencontré moins de problèmes à traiter entre eux qu'avec leurs électeurs respectifs".

Il ajoute que l'on ignore encore dans quelle mesure l'administration américaine aura le pouvoir et la volonté de prendre des risques au moment même où elle est confrontée à des crises urgentes en Irak et en Iran.

Pour les commentateurs, le peu d'enthousiasme à l'approche de la réunion d'Annapolis tranche avec le relatif optimisme qui avait accompagné de précédents pourparlers. Ce contraste a fait supputer que Bush nourrissait peut-être d'autres objectifs.

David Brooks, un éditorialiste conservateur new-yorkais, a présenté Annapolis comme un forum destiné à rechercher un consensus israélo-arabe contre l'Iran dont les ambitions nucléaires inquiètent la région.

"Rice construit une coalition des perdants", a-t-il dit.

"L'Iran a fait ce que des décennies de propositions de paix n'ont pas fait - réunir Israël, la Jordanie, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, les Palestiniens et les Américains".

Dan Williams Reuters –
Mercredi 21 novembre,

1-5 Point de vue de Kathleen et Bill Christison : Fiction contre réalité en Palestine/Israël.

« Israël a-t-il le droit moral de continuer l'occupation ? » « Israël a-t-il le droit moral de conserver en sa possession les maisons et la terre des Palestiniens expulsés et dépossédés en 1948 ? »

Les gros titres pour Annapolis

L'*Institution Annapolis* - comme pourraient l'appeler ceux en Israël, en Palestine et aux Etats-Unis qui ont tout intérêt à donner au sommet d'Annapolis un semblant de sérieux - suscite un élan d'enthousiasme, étrangement irréal à l'approche de la conférence ; un élan qui prédit son succès impossible et prétend exprimer une volonté nouvelle américaine d'élaborer une certaine paix. La plupart des Palestiniens, profondément sceptiques, n'y croient pas.

Dans une brume d'irréalité, les gros titres de *Ha'aretz* de dimanche, 25 novembre, se sont félicités du retour triomphal des Etats-Unis à la direction du Moyen-Orient et du monde pour avoir organisé avec brio le sommet, après des années de déboires dans la région. Un journaliste éminent de *Ha'aretz*, habituellement réaliste, y déclare que les Etats-Unis « *redeviennent le leader du Moyen-Orient* » et qu'ils feront passer, à Annapolis, ce message que « *lorsque les Etats-Unis lancent une convocation, le monde vient à leur côté* ». Le journaliste apprécie cela, bien sûr, comme un grand coup de fouet donné aux intérêts d'Israël. D'autres titres voient comme une « victoire » (pour Israël et les USA) la décision des dirigeants arabes de participer au sommet et donc de le légitimer, et prédisent que ces rebondissements seront un « coup sérieux » porté pour l'affaiblissement du Hamas.

D'une manière déconcertante, les Palestiniens rattachés à l'Autorité palestinienne s'expriment pareillement, quoiqu'en termes moins excessifs, à propos de perspectives de progrès réels avec Annapolis et semblent s'accorder avec un commentateur israélien éminent qui veut nous faire croire que l'administration Bush serait enfin prête à « s'engager » pour accélérer la conclusion d'un accord de paix sur deux Etats. Ces Palestiniens de l'establishment, d'après un analyste palestinien sérieux, sont pratiquement prêts à tout pour que l'Amérique s'implique, seul espoir à leurs yeux de rompre avec l'intransigeance israélienne et d'avancer vers un accord de paix. Ils pensent que maintenant que les Etats-Unis se sont engagés et soutiennent Mahmoud Abbas, le processus de paix aura quelque crédibilité, et ils agissent en fonction de cette hypothèse naïve qu'en gagnant un processus de paix, ils gagneront la paix.

Mais, dans la vie réelle, celle où les Palestiniens connaissent la sinistre réalité quotidienne de l'occupation et l'expérience de deux décennies gaspillées en efforts stériles pour construire la paix, toute référence à Annapolis est accueillie avec cynisme et mauvaise humeur. Aux allégations de ceux au pouvoir qui prennent leurs désirs pour des réalités, disant que Condoleezza Rice comprend bien la position des Palestiniens pour Annapolis, l'homme palestinien de la rue répond en passant une brève vidéo sur son téléphone portable - un clip si largement diffusé qu'il est difficile de trouver quelqu'un qui ne l'a pas vu -, une vidéo qui montre une Rice, charmeuse, faisant voler ses boucles brunes, se dandinant, tressant des couronnes aux dirigeants arabes « modérés » assis devant elle (ceux que l'on connaît pour être plus ou moins dans la poche des USA) et leur disant qu'ils sont « de bons petits » pour avoir fait ce que les Etats-Unis demandaient.

Ce qu'on appelle la « rue » en Palestine - un terme, il est important de le savoir, qui recouvre un large spectre de gens ordinaires mais très politisés et très bien informés - est parfaitement conscient de la vraie dynamique derrière tout cela comme derrière les « processus de paix » précédents : conscient des dérobades d'Israël et de ses attermolements sans fin, des refus systématiques des Américains de rappeler à l'ordre Israël pour ses tromperies, de la carence des Etats-Unis à comprendre, et même à se soucier, des réalités politiques. Les Palestiniens ont pris du recul avec le système et ne se sont pas laissés séduire, la plupart savent parfaitement que les négociations dans le style américano-israélien sont surtout un processus dépourvu de tout contenu - guère plus qu'un moyen de détourner l'attention de l'occupation et d'écarter Israël de toute pression pendant qu'il est occupé à absorber les territoires palestiniens.

Alors qu'il n'y a guère de quoi fonder le moindre optimisme sur le terrain, en Palestine, et que beaucoup parlent franchement de la défaite de la Palestine et de la victoire d'Israël et des USA, on a le sentiment que la plupart des Palestiniens ne se laissent pas aller à l'échec et qu'ils vont continuer à résister partout où c'est possible. Pendant que les politiciens palestiniens au pouvoir s'envolent vers Annapolis, les chefs populaires de la Palestine animent des campagnes de boycotts, de désinvestissements et de sanctions. Environ 500 personnes ont participé à une conférence de [Palestine BDS campaign](#) à Ramallah, la semaine dernière. Ils se mobilisent pour des campagnes de protestations contre le mur de séparation et contre la conférence d'Annapolis elle-même. Le Hamas, l'acteur dans ce « processus de paix » que tout le monde essaie résolument d'ignorer, a organisé un grand rassemblement dimanche, à Gaza, et une manifestation populaire est prévue pour mardi à Ramallah, au moment même de l'ouverture d'Annapolis. Ils parlent des « thawabit », les principes immuables, c'est-à-dire du refus de céder des positions qui sont l'essence même du combat des Palestiniens.

Un jeune militant, au bout d'une soirée passée à discuter sur la résistance populaire et la nécessité de rester fermes - immuables - sur les questions de fond tel que le droit au retour, est revenu sur le sujet que l'on croyait

avoir épuisé. Il a dit vouloir ajouter un mot sur l'importance, pour les Palestiniens, du droit au retour : « *Si vous abandonnez ce droit, vous réduisez à néant la cause palestinienne dans sa totalité, dit-il. Cela ôterait le cœur même de la cause palestinienne et tout le vécu des Palestiniens. Il ne faut pas l'abandonner.* »

On a le sentiment que les Palestiniens ne laisseront personne agir dans leur dos, ni leurs propres dirigeants, ni Israël, ni les Etats-Unis. Aucune victoire palestinienne n'apparaît à l'horizon - c'en est loin -, mais cet esprit de résistance peut empêcher le pouvoir palestinien de capituler à Annapolis sur les droits fondamentaux.

Un journaliste israélien, Gideon Lévy, a effleuré l'essence du conflit dans un article paru dans Ha'aretz (version française), lequel article s'est trouvé en contradiction totale avec les gros titres enthousiastes et, en fait, avec la base même du sommet d'Annapolis. Stigmatisant les inquiétudes israéliennes sous-jacentes à propos des concessions coûteuses que pourrait faire Israël sous la pression, Lévy fait remarquer qu'il n'a pas été demandé aux Israéliens de « céder » quoi que ce soit aux Palestiniens, mais seulement de « *leur rendre les territoires qu'ils leur ont volés et leur respect d'eux-mêmes qu'ils ont foulé aux pieds, en même temps que leurs droits humains fondamentaux et leur humanité.* » C'est cela, dit-il, « *la question de fond prioritaire* », mais personne n'en parle ; la justice « *a délibérément été écartée de toutes les négociations* ».

La prise de conscience de Lévy est un élément extrêmement important pour comprendre tout ce qui ne va pas avec Annapolis, comme avec toutes les démarches américaines pour la paix, en remontant bien avant celles de l'actuelle administration Bush. La justice pour les Palestiniens n'a jamais été un élément de l'équation, c'est pourquoi aucune action pour la paix n'a jamais réussi et c'est pourquoi Annapolis échouera tôt ou tard. Lévy pose la question : « *Israël a-t-il le droit moral de continuer l'occupation ?* » et il souligne que le monde, même la direction palestinienne, et plus particulièrement les Israéliens qui « *en portent la responsabilité* », le monde ne s'est jamais posé cette question fondamentale.

Lévy ne parle que des 40 années d'occupation, peut-être ne réalise-t-il pas que, une fois cette question posée, une autre question est incontournable : « *Israël a-t-il le droit moral de conserver en sa possession les maisons et la terre des Palestiniens expulsés et dépossédés en 1948 ?* » Aucune vraie paix ne sera possible tant qu'on n'aura pas réglé au moins ces deux questions-là.

Peut-être que ce que dit Lévy est un réel espoir pour l'avenir : il y a des Israéliens pour qui l'honnêteté est une priorité - qui reconnaissent, dit-il, que les questions clé admises communément ne sont que secondaires par rapport à la « *question de fond prioritaire* » de la justice - et qui savent que, en définitive, la grande injustice qu'Israël commet à l'égard des Palestiniens ne peut se perpétuer.

Kathleen et Bill Christison - CounterPunch

* Bill Christison a été haut responsable à la CIA. Il a servi comme officier dans les services de renseignements des Etats-Unis et comme directeur du bureau des analyses régionales et politiques de l'Agence américaine.

* Kathleen Christison est une ancienne analyste politique de la CIA et a travaillé sur les questions du Moyen-Orient pendant 30 ans. Elle est l'auteur de Perceptions of Palestine et de The Wound of Dispossession

Ils peuvent être contactés à l'adresse : kathy.bill.christison@comcast.net.

Des mêmes auteurs :

"Israël/Palestine : rencontrer l'autre ?" - 12 novembre 2007- Counterpunch.

"L'hypocrisie du nucléaire au Moyen-Orient" - 8 septembre 2007 - Counterpunch

Sources Info Palestine

Posté par Adriana Evangelizt

1-6 Point de vue de Sayyed Khameneï : Les Etats-Unis essayent de sauver Israël.

Sayyed Ali Khameneï a déclaré samedi que la conférence du Moyen-Orient à venir « est un effort des Etats-Unis pour sauver le régime israélien, plutôt que d'apporter la paix dans les territoires occupés de la Palestine ».

« Les Etats-Unis ont pris l'initiative de cette rencontre pour sauver le régime sioniste, qui a reçu un coup par les mains du Hezbollah », lors de la guerre de l'an dernier avec le mouvement de résistance libanaise, a dit Khameneï.

Khameneï a dit : « Cette soi-disant conférence de paix est une nouvelle chose que l'on impose à la Palestine... L'initiative américaine est un effort visant à préserver le régime sioniste d'Israël de l'effondrement plutôt que d'apporter la paix dans les territoires occupés ».

Khameneï faisait référence à la conférence proposée par les Etats-Unis qui devrait se tenir le mois prochain à Annapolis, Maryland, avec l'objectif de permettre un accord de paix entre les Israéliens et les Palestiniens.

« Comment d'autres pays peuvent-ils projeter d'assister à une conférence de paix qui est rejetée par le gouvernement et la nation palestiniens ? », s'est interrogé Sayyed Khameneï.

Il a ajouté que tous les prétendus « projets de paix au Moyen-Orient » à l'initiative de l'occident ont jusque-là échoué et il a prédit le même sort pour la conférence à venir.

« La Palestine doit seulement être sauvée par les Palestiniens eux-mêmes et le monde islamique a le devoir de les soutenir », a dit l'imam Khameneï.

Faisant référence au Hamas, Khameneï a dit que le « peuple palestinien a placé au pouvoir un gouvernement qui a fait de la résistance son premier slogan et, en dépit de toute la pression, le gouvernement et le peuple palestiniens continuent à résister ».

Le guide suprême de la révolution islamique a aussi tenu les Etats-Unis pour responsables de l'insécurité incessante et du « terrorisme aveugle » en Irak.

« Les Etats-Unis ne veulent pas ou sont incapables de sécuriser l'Irak et ils sont donc les principaux responsables de la catastrophe en Irak et du malheur du peuple irakien », a-t-il dit.

2007-10-13 13:28:45

Al-Manar

Traduction : manar-fr.com

1-7 Point de vue de Patrick Worsnip : Retrait du projet de résolution US sur le Proche-Orient.

"Par égard envers ce que les deux parties (Israéliens et Palestiniens) estiment être le plus utile, nous sommes parvenus à la conclusion qu'il serait préférable de simplement retirer le document",

Les Etats-Unis ont retiré vendredi un projet de résolution au Conseil de sécurité approuvant les décisions prises cette semaine à la conférence d'Annapolis sur la paix au Proche-Orient, des responsables israéliens ayant jugé le document inadapté...

Des diplomates israéliens aux Nations unies ont affirmé que s'ils n'avaient aucune objection à ce que le Conseil de sécurité soutienne les résultats de la conférence d'Annapolis, ils estimaient qu'une résolution n'était pas le moyen le plus adapté pour cela.

Ils ont également laissé entendre qu'Israël n'avait pas été consulté au préalable sur le projet soumis jeudi au Conseil par Washington.

A l'issue de débats à ce sujet au sein du Conseil, l'émissaire américain Alejandro Wolff a déclaré que les "consultations intensives" de Washington avait débouché sur la conclusion qu'il existait "un certain malaise avec ce type de produit", en l'occurrence une résolution.

TROP GRAND RÔLE DE L'ONU...

Le projet de résolution retiré, que les journalistes avaient pu consulter, aurait soutenu les décisions prises à Annapolis et appelé l'ensemble des Etats à en faire autant et à aider l'économie palestinienne.

Bien qu'Israël n'ait, semble-t-il, pas eu d'objections à ce texte, des observateurs ont estimé que l'Etat juif redoutait de voir une résolution formelle donner à l'Onu un trop grand rôle dans le processus de paix au Proche-Orient. Israël et les Etats-Unis se plaignent fréquemment de la position anti-israélienne au sein des Nations unies.

[Patrick Worsnip Reuters](#) - Vendredi 30 novembre,

1-8 Point de vue de Shraga Blum : Quand les anarchistes disjonctent...

De nombreux habitants de Jérusalem, Tel Aviv et Haïfa, ont eu la surprise de trouver ce matin dans leur entrée, des avis d'interruption d'électricité.

Quelques dix mille affiches ont été accrochées cette nuit par un mouvement s'intitulant « **Front de Libération de Gaza** », qui est formé d'activistes israéliens d'extrême gauche. Le choix de ces trois villes est du, selon les organisateurs, « à la présence dans ces villes de quartiers généraux militaires, qui commettent quotidiennement des crimes de guerre contre la population palestinienne. »

Sur les affiches portant **le sigle de la Compagnie Générale d'Electricité**, il est spécifié que « **l'électricité reviendra lorsque Israël cessera d'en priver les habitants de Gaza.** »

Pour Adar Graïevsky, l'une des initiatrices, « les mesures prises par Israël contre les habitants de Gaza, sans distinction, nous semblent cruelles autant qu'inutiles. Ce ne sont que des actes de vengeance... » Et de faire une comparaison qui vaut ce qu'elle vaut : « De même que les habitants de Tel Aviv sous pression ne peuvent pas arrêter les actes de leur gouvernement, de même les habitants de Gaza sous pression ne pourront pas faire cesser les tirs de Kassam ».....

Hagai Mattar, objecteur de conscience et militant du « Forum contre les crimes de Guerre », affirme que le but de cette action « n'était pas d'effrayer la population, **mais de faire réfléchir les citoyens sur ce que fait leur gouvernement en leur nom** »

Premiers à s'élever contre cette opération, la Compagnie d'Electricité, qui a porté plainte à la Police pour utilisation illicite de son logo. Depuis ce matin, des centaines de citoyens affolés se sont rués sur le central d'appels téléphoniques de la Compagnie, afin de demander ce qui se passe.

De son côté, le député Ouri Ariel (Ihoud Leoumi - Mafdal) a saisi le Conseiller juridique du gouvernement pour qu'il prenne l'affaire en main.

On ne se demande plus où se situe le court-circuit...

Sources [Arouts7](#)

Posté par Adriana Evangelizt

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Palestine-Israël : Un pays, un Etat.

Conférence de Madrid

lundi 9 juillet 2007

L'Escorial, Espagne

Communiqué de presse

Pendant des décennies les efforts pour arriver à une paix juste pour les Palestiniens et les Israéliens ont échoué. La crise en cours a éloigné ultérieurement les espoirs pour une solution politique du conflit.

Dans ce contexte un groupe d'universitaires, de journalistes et de militants se sont rencontrés à Madrid pour examiner, pendant cinq jours d'intenses discussions, des alternatives à l'impasse actuelle, dans le cadre de leur conviction qu'un état démocratique sur toute la Palestine historique est la seule base, morale et politique, pour une paix juste et durable.

Les interventions ont été marquées par la conviction que la tentative de diviser la Palestine historique, considérée par les plus grandes puissances comme une solution du conflit, a échoué à assurer justice et paix et à offrir un véritable processus qui puisse aller dans cette direction. Il a été affirmé que l'approche "two-states" encourage la séparation là où au contraire l'égalité et la coexistence sont impératives. Les participants ont décrit l'approche "two-states" comme désastreuse pour prendre en considération les réalités physiques et politiques sur le terrain, et hypothiser une fausse parité dans les revendications morales et de pouvoir entre les deux peuples.

Les discussions ont abordé de nombreux autres sujets parmi lesquels les formes de domination qu'Israël exerce sur les Palestiniens et les pratiques racistes que cela comporte, comme l'épuration ethnique, les formes d'apartheid, un système juridique en Israël fondé sur la discrimination ethnique, et le refus du droit au retour pour les réfugiés, comme aussi la définition des droits des juifs israéliens. Les discussions ont pris en considération les voies pour reformuler la question en termes de lutte pour l'égalité et la justice, pour une citoyenneté égale pour tous les peuples sur cette terre, et la décolonisation. Les participants ont discuté des interprétations du droit international, de la nature du conflit, du sionisme, du rôle de la religion, et comment ré-imaginer les identités nationales.

Au cours des discussions, actions et recherches, de nombreux problèmes ont été abordés, dont les formes de la solidarité interne et internationale avec les Palestiniens (tels que boycott, désinvestissement et sanctions), les leçons d'autres conflits structurés similaires, comme ceux de l'Afrique du Sud et de l'Irlande du Nord, la réflexion pour repenser les relations entre Etats et citoyens, et comment organiser une société, après la fin du conflit, qui soit en mesure d'assurer une vie digne et sûre aux Palestiniens et aux juifs israéliens.

Les participants ont partagé l'engagement d'affronter en profondeur chacun de ces problèmes, dans le contexte de leur engagement pour une solution démocratique qui offre une paix juste et durable dans un seul état, et invitent à la plus ample participation possible dans cette recherche.

Les promoteurs de cette conférence ont été :

[Ali Abunimah,](#)

[Omar Barghouti,](#)

[Oren Ben-Dor,](#)

[George Bisharat,](#)

Haim Bresheeth,

Pedro Chavez Giraldo,

[Jonathan Cook,](#)

[Leila Farsakh,](#)

[Steven Friedman,](#)

Islah Jad,

[Joseph Massad,](#)

[Ilan Pappé,](#)

Carlos Prieto Del Campo,

Nadim Rouhana,

Michael Tarazi,

[Virginia Tilley.](#)

L'Escorial, le 6 juillet 2007

2-2 Paul Hilder : Aidez-nous à faire la paix au Moyen Orient.

Bonjour,

Il y a deux jours, à Annapolis, **le Président des Etats-Unis George W.Bush a lancé un nouveau processus de paix au Moyen Orient.** Israël et l'Autorité palestinienne vont s'engager à faire "tous les efforts" pour parvenir à un accord avant la fin de l'année 2008. Des rencontres sont prévues à Paris, Moscou et dans la région. Mais **ces pourparlers témoignent-ils d'une authentique avancée vers la paix?**

Aujourd'hui, nous avons mis en place un sondage international, interactif, pour voir ce que vous, citoyens du monde, pensez de la situation. **C'est ensemble, en effet, que nous déciderons dans quelle direction ira notre**

campagne Israël/Palestine dans les mois à venir. **Cliquez ci-dessous pour participer à cette consultation**, (cela devrait vous prendre à peu près 3 minutes) ou pour découvrir le point de vue des autres membres d'Avaaz : http://www.avaaz.org/fr/annapolis_poll

Ce sondage déterminera la stratégie d'Avaaz vis à vis du conflit israélo-palestinien - une crise urgente où l'espoir reste fragile. Nombre de diplomates **alertent le monde sur les "conséquences désastreuses" qui découleraient de l'échec des pourparlers**. Mais chacun de nous aujourd'hui peut faire entendre sa voix et agir.

Déjà plus d'un million et demi de personnes font partie du réseau Avaaz. En participant à ce sondage mondial, des milliers d'entre nous vont s'exprimer, partager leurs points de vue, et une opinion globale pourrait émerger. Certaines discussions sont difficiles mais importantes. C'est ainsi que les campagnes que nous menons ensemble seront vraiment efficaces.

Le conflit israélo-palestinien est un problème ancien : mais, à nous tous, nous représentons une nouvelle force internationale pour la démocratie. Si nous ne pouvons plus compter sur les politiciens, les généraux et les diplomates, **nous pouvons peut-être nous mobiliser pour contribuer à casser les dynamiques qui ont sapé le processus de paix jusqu'ici**. Nous pouvons pousser nos dirigeants à nous rendre des comptes. Et si nous nous mettons d'accord sur une stratégie, nos campagnes porteront plus fort et plus loin.

Tout commence par ce sondage interactif - **cliquez ci-dessous pour échanger vos opinions, mais aussi découvrir ce que pensent les autres** :

http://www.avaaz.org/fr/annapolis_poll

Merci de votre participation!

Paul, Galit, Ricken, Graziela, Pascal, Sarah et le reste de l'équipe d'Avaaz

[Paul Hilder - Avaaz.org](mailto:Paul.Hilder@avaaz.org)

Sent: Saturday, December 01, 2007 7:26 PM

2-3 Moyen-Orient : le Secrétaire général souhaite nommer Robert H. Serry au poste de Coordonnateur spécial.

Le Secrétaire général a informé aujourd'hui le Conseil de sécurité de son intention de nommer Robert H. Serry, un éminent diplomate des Pays-Bas, au poste de Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient et de Représentant personnel auprès de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) et l'Autorité palestinienne.

A ce titre, Robert H. Serry serait également l'Envoyé du Secrétaire général auprès du Quatuor, a indiqué aujourd'hui la porte-parole lors du point de presse au Siège de l'ONU à New York.

La nomination d'un nouveau Coordonnateur intervient à un moment critique, a-t-elle poursuivi, car la conférence d'Annapolis a créé un nouvel élan pour la paix entre Israéliens et Palestiniens.

Robert H. Serry devrait jouer un « rôle-pivot » de coordination des activités de l'ONU pour la paix au Moyen-Orient, et en représentant le Secrétaire général dans tous les domaines qui concernent les parties et la communauté internationale.

Avant de devenir ambassadeur des Pays-Bas en Irlande, Robert H. Serry a occupé plusieurs postes diplomatiques à Bangkok, Moscou, New York – aux Nations Unies – et Kiev. Il a également dirigé la Division du Moyen-Orient au ministère des Affaires étrangères hollandais et a participé aux événements qui ont conduit à la conférence de Madrid sur la paix au Moyen-Orient en novembre 1991.

Il devrait remplacer Michael C. Williams, du Royaume-Uni.

Le Secrétaire général attend maintenant la réponse du Conseil de sécurité.

Centre de nouvelles ONU

29-11

3 Annexe **Géopolitique et stratégie**

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 **Adnane " adieu état « juif »**.

9 milliards annuels c'est trop :

Les colons de Cisjordanie représentent un coût insoutenable pour l'économie israélienne, et leur augmentation (rapportée par le dernier rapport de *Peace now*) rend de plus en plus impossible la naissance d'un Etat de Palestine.

Shir Hever est un économiste israélien de l' *Alternative Information Center*, jeune mais aux idées claires. Il est en Italie pour un cycle de conférences organisé par *Assopace* (Axepaix), nous l'avons interviewé sur une étude récente sur les coûts de l'occupation.

Combien coûte à Israël l'occupation des Territoires palestiniens ?

L'occupation a commencé en 1967 (*en 1947, ndt*), elle a été pendant 20 ans une source de revenus grâce à l'exploitation : de la force de travail palestinien à bas prix, des consommateurs palestiniens des produits de l'Etat hébreu, des terres les plus fertiles et des sources de Gaza et de Cisjordanie par les colons. Mais la résistance palestinienne, depuis la première Intifada (1987), l'a transformée en une réalité qui impose au gouvernement de dépenser 9 milliards de dollars par an pour la maintenir sur pied. Chiffre destiné à croître parce que l'augmentation des colons (267.500 en Cisjordanie, selon le Bureau central de statistique) est égale à 5,8%. Une augmentation bien au-delà de celle qui est « naturelle » -en Israël, 1,8%- , due à l'envoi continu de colons en Cisjordanie. Dans les 8 prochaines années, l'Etat dépensera le double, pour eux. Dans 20 ans, le coût de l'occupation représenterait la principale dépense de l'Etat, ce serait l'étranglement de l'économie.

Quelles sont les principales « voies de dépense » de l'occupation ?

Les colons bénéficient d'exonérations fiscales, de subventions pour l'éducation, l'assistance sanitaire, l'achat de maisons, les transports. Tout cela représente environ 3 milliards de dollars annuels. Mais ce qui rend insupportable le coût de l'occupation ce sont les 6 milliards de dollars restants, pour la sécurité, l'aspect militaire de l'occupation. Pour garder ce niveau de dépenses, Israël est contraint à un processus de privatisation rapide (pour équilibrer le budget) et à une diminution chaque année des fonds publics destinés à l'éducation, la santé et l'assistance sociale.

D'où viennent les fonds pour entretenir l'occupation ?

Des impôts payés par les contribuables israéliens. Et des Etats-Unis qui, depuis 1973 (après la guerre de Yom Kippour) donnent à Israël environ 3 milliards de dollars par an. Mais cette seconde source s'amenuise parce que le dollar ne vaut plus autant que dans les années 70, parce qu'à parité de financement –mais avec l'augmentation de la productivité- la somme vaut moins ; et aussi parce que les aides ont été partiellement réduites, à 2,8 milliards de dollars. Si auparavant elles pouvaient entretenir l'occupation, aujourd'hui, elles n'y suffisent plus.

Ne croyez-vous pas que l'argent dépensé ait réussi à détruire les palestiniens économiquement, politiquement et socialement ?

Il y a une grande ironie dans le projet sioniste d'occupation : c'est vrai qu'il a rendu les Palestiniens de plus en plus pauvres, qu'il les a divisés à un point tel qu'ils se battent entre eux, qu'il a créé des bantoustans entourés par le mur, mais Israël a aussi de cette façon, en quelque sorte, rendu impossible la solution des deux Etats et cela signifie que la seule solution est celle de la fin de l'Etat juif et la naissance d'un état démocratique où les Palestiniens et les juifs (*Israéliens, ndt*) puissent vivre avec des droits égaux.

L'économie israélienne est en plein boom –du moins au niveau macro-économique. Ne croyez-vous pas qu'elle puisse réalimenter l'occupation ?

Il n'y a aucun boom : la croissance est haute, le chômage est bas, l'inflation sous contrôle, le marché de l'actionnariat effervescent. Mais un coup d'oeil plus approfondi révèle que le PIB, depuis 1973, est au dessous de la moyenne des pays avec lesquels il est comparé. Que le PIB, avec lequel est mesurée la croissance, est soutenu par la guerre ; mais cela ne signifie pas une amélioration de l'économie qui, au contraire, est ravagée par un état de belligérance, des destructions et des souffrances permanentes. Le chômage diminue mais les chômeurs ont perdu leurs subventions. Les taux de pauvreté ont augmenté.

Soutenez-vous le boycott?

Oui, et je crois que toute réalité devrait déterminer la meilleure façon de boycotter Israël pour les graves crimes qu'il est en train de commettre contre le droit international. La pression internationale représente un moyen non violent qui ne tue personne mais peut provoquer des changements rapides des politiques israéliennes. Israël est extrêmement vulnérable face aux campagnes de boycott. Parce qu'il a une des économies les plus globalisées du monde : il est le 8ème exportateur et le 10ème importateur de la planète. 70% des importations sont faits de matières premières. Ce qui signifie que n'importe quel problème dans le commerce extérieur israélien frapperait immédiatement les entreprises les plus puissantes et le gouvernement. A la différence de l'Afrique du Sud de l'apartheid, Israël n'a pas de ressources pour remplacer les matières premières importées. L'ex -régime de Pretoria pouvait mieux faire face au boycott parce qu'il avait une économie moins internationale.

Source : <http://www.ilmanifesto.it/Quotidiao-archivio/22-Novembre-2007/art10.html>

Edition de jeudi 22 novembre 2007 de **il manifesto**

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

Article original :

L'economista Hever: un'occupazione e una colonizzazione sempre più costose conducono verso lo stato unico : Troppi 9 miliardi l'anno, addio stato «ebraico»
Michelangelo Cocco
Roma

3-2 Gilad Atzmon : La politique de l'antisémitisme : le sionisme, le Bund et la politique identitaire juive.

Ceux d'entre nous qui soutiennent le peuple palestinien, ceux parmi nous qui sont dévastés par l'ampleur sans cesse croissante des atrocités israéliennes, ceux qui souhaitent apporter la justice en Palestine, et ceci comporte la possibilité, pour les Palestiniens de rentrer chez eux, dans leur pays, devront se décider, tôt ou tard. Désormais, tout ce que nous faisons, et tout ce que nous disons à propos de l'Etat juif sera toujours considéré, par un juif, quelque part, comme de l'antisémitisme. Nous devons prendre position, et décider, une bonne fois pour toutes, si nous voulons nous concilier la juiverie mondiale, ou bien si nous voulons nous battre pour les Palestiniens ?

Personnellement, j'ai choisi. Pour moi, c'est la Palestine, et le peuple palestinien. Si cela fait de moi un antisémite, aux yeux de quelques juifs paumés de la diaspora (de gauche, de droite et du milieu), je devrai apprendre à vivre avec. Au bout du compte, je ne puis contenter tout le monde...

En 1973, déjà, Abba Eban, le ministre israélien des Affaires étrangères de l'époque, voyait dans l'antisionisme le « nouvel antisémitisme » :

« Tout au long du 19^{ème} siècle, la littérature de la gauche révolutionnaire est pleine de remarques acerbes au sujet de l'insistance juive à s'auto-affirmer et à survivre. La présupposition, c'était que dans une société nationale libre, il n'y aurait plus d'espace pour le maintien d'un particularisme juif. On supposait que le destin et le devoir des juifs consistait à se fondre dans l'utopie universelle. Quand le sionisme a fait son entrée en scène, comme produit non seulement de courants spécifiques du judaïsme, mais aussi du nationalisme européen, le mot 'nationalisme' n'avait déjà plus cette aura qui l'entourait, à l'époque de Garibaldi... Récemment, nous avons assisté à la montée de la nouvelle gauche, qui identifie Israël à l'establishment, à la possession, à la satisfaction terre-à-terre, avec, de fait, tous les ennemis basiques... Qu'on ne s'y trompe pas : la nouvelle gauche est l'auteur et le géniteur du nouvel antisémitisme. Une des principales tâches, pour tout dialogue avec le monde gentil, c'est de démontrer que le distinguo entre antisémitisme et antisionisme n'est pas un distinguo du tout. L'antisionisme n'est, en effet, rien d'autre que le nouvel antisémitisme. Le vieil antisémitisme classique affirmait que des droits égaux appartenaient à tous les membres de la société, sauf aux juifs. Le nouvel antisémitisme dit, quant à lui, que le droit de créer et de maintenir un Etat souverain national indépendant est la prérogative de toutes les nations, pour peu qu'il ne s'agisse pas de la nation juive. Et quand ce droit est exercé, non pas par les Îles Maldives, non pas par le Gabon, non pas par la Barbade... mais par la plus ancienne et la plus authentique de toutes les nations, alors, on qualifie cela d'exclusivisme, de particularisme, et de désertion, par le peuple juif, de sa mission universelle... »

(Abba Eban, Congress Bi-Weekly, American Jewish Congress publication, 1973)